



CCI NOUVELLE-AQUITAINE

Pouvoir adjudicateur :

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE REGION NOUVELLE-AQUITAINE

2, place de la Bourse

33000 BORDEAUX

MARCHE N°2024-2012

Mise en place d'un outil RH pour mesurer le climat social

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Table des matières

1.	Objet du marché.....	2
2.	Caractéristiques du marché.....	2
3.	Forme des notifications	3
4.	Réalisation de Prestations similaires.....	3
5.	Documents contractuels du marché.....	3
6.	Représentation du Titulaire et Composition de l'équipe	4
7.	Prix.....	4
8.	Révision des prix.....	5
9.	Obligations générales du Titulaire	6
10.	Avances, Acomptes, Délais et conditions de paiement	6
11.	Garantie d'Eviction.....	8
12.	Personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations	8
13.	Régime de propriété intellectuelle	9
14.	Constatation de l'exécution des prestations	10
15.	Pénalités	11
16.	Suspension des prestations.....	13
17.	Modification de la situation du titulaire	13
18.	Sous-traitance	13
19.	Confidentialité.....	13
20.	Responsabilité.....	14
21.	Remise des attestations.....	14
22.	Assurance.....	15
23.	Lutte contre la corruption	15
24.	Demandes indemnitaires	16
25.	Prolongation des délais d'exécution des prestations.....	17
26.	Protection des données à caractère personnel	17
27.	Résiliation	23
28.	Juridiction compétente.....	23
29.	Dérogations au CCAG TIC	24

1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mise en place d'un outil RH en mode SAAS permettant d'effectuer des enquêtes auprès des personnels de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Nouvelle-Aquitaine afin de mesurer le bien-être et la qualité de vie au travail. Le contenu détaillé des prestations attendues du titulaire figure dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Le titulaire s'engage à les mettre en œuvre conformément aux documents contractuels du marché.

2. Caractéristiques du marché

Le présent marché est soumis au Code de la commande publique. Il se présente sous la forme d'une procédure adaptée conformément à l'article L. 2123-1 du code de la commande publique.

2.1 Allotissement

Conformément à l'article L. 2113-11 du Code de la commande publique, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement. La dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

2.2 Durée – Prise d'effet du marché

Le marché prend effet à compter de sa date de notification par le pouvoir adjudicateur sur la plateforme PLACE, pour une durée initiale de 12 mois.

Le pouvoir adjudicateur peut reconduire le marché de manière expresse pour une période de 12 mois, dans la limite de deux reconductions, de telle sorte que la durée du marché n'excède pas trois années.

En cas de reconduction, le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire par tous moyens un (1) mois avant l'expiration de chaque période de douze mois. La date anniversaire correspond à la date de notification du marché.

Le titulaire n'est pas autorisé à refuser la reconduction du marché.

La non-reconduction du marché par le pouvoir adjudicateur ne peut ouvrir droit au profit du titulaire à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit, ni à aucun dédommagement.

En cas de non-reconduction du marché, le Titulaire est tenu d'exécuter le marché jusqu'à son terme.

Au terme du marché, pour quelque motif que ce soit, le titulaire devra garantir la réversibilité (cf. article 27 du présent CCAP).

2.3 Montant maximum du marché

Le montant maximum du marché est de 40 000 € HT par an, soit 120 000 € HT sur la durée totale du marché, périodes de reconduction comprises.

L'atteinte de la valeur maximale entraîne, sans aucune formalité, la fin de validité du marché, même si sa durée n'est pas expirée.

Le montant maximum susceptible d'être commandé est un seuil au-delà duquel le marché prend obligatoirement fin, qu'il soit ou non arrivé à son échéance. Par conséquent, et nonobstant la durée maximale du marché, il cesse de produire ses effets sans indemnité au bénéfice du Titulaire dans l'hypothèse où le montant total des prestations passées atteindrait ce seuil.

3. Forme des notifications

La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr/> ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnées dans les pièces du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

Il est expressément stipulé que la notification du marché s'effectue sur le profil d'acheteur PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Par la suite, les échanges entre les Parties relatives à la mise en place et à l'exécution du marché s'effectuent par courriel électronique.

4. Réalisation de Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

5. Documents contractuels du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG TIC, le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière fournie pour chacun des lots auxquels le titulaire candidate ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun aux trois lots ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106875A) - (Cette pièce générale, bien que non matériellement jointe, est réputée parfaitement connue des parties) ;
- Le(s) cadre(s) de réponse technique du titulaire

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance des pièces contractuelles et accepter toutes les clauses qu'elles comportent.

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres et une quelconque des clauses des documents contractuels, le contenu de la clause prévaut sur le titre de l'article.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles, elles prévalent dans l'ordre de leur énumération.

6. Représentation du Titulaire et Composition de l'équipe

Le Titulaire s'engage à assurer la stabilité du personnel constituant les équipes engagées dans l'exécution des prestations. Après notification du marché, le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur les coordonnées des interlocuteurs affectés à l'exécution des prestations.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté, à tout moment pendant l'exécution du marché, de solliciter par tous moyens, dûment motivé par un défaut ou dysfonctionnement dans l'exécution des prestations ou si la qualité des prestations se révélait insatisfaisante, le remplacement de l'un des personnels affectés à la formation et/ou à l'accompagnement pour l'utilisation de la solution digitale. Le titulaire procède alors au remplacement des personnels dans un délai de quinze jours à compter de la demande de remplacement du pouvoir adjudicateur.

Dans le cas d'un remplacement du personnel à l'initiative du titulaire, pour quelle que cause que ce soit, ce dernier s'engage à le remplacer par une personne de profil et de compétence équivalente et à assurer sa formation afin de garantir la continuité des présentations prévu au présent marché.

Le titulaire prend toute mesure pour que ces éventuels remplacements et affectations de nouveaux personnels à l'exécution des prestations ne perturbent en rien les délais d'exécution et la qualité des prestations fournies. Les coûts induits sont intégralement supportés par le titulaire, qui fait également son affaire des éventuels litiges de toute nature avec son personnel qui trouveraient leur origine dans une demande de remplacement ou un refus du pouvoir adjudicateur.

7. Prix

Le marché est passé à prix forfaitaires et unitaires et révisables dans les conditions définies à l'article « Révision des prix » du présent CCAP.

Les montants indiqués s'entendent hors taxes. Ils figurent dans le bordereau des prix. La TVA est facturée au taux en vigueur. Le prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la mise en œuvre de la prestation à savoir l'ensemble des moyens et personnels et en matériels adaptés en qualité et en quantité aux prestations, objet du présent marché.

Conformément à l'article 22 du CCAG TIC, le prix du marché comprend :

- la livraison et le paramétrage des logiciels/outils digitaux, de leurs mises à jour et nouvelles versions ;
- le droit d'utiliser le logiciel ainsi que toutes les prestations annexes nécessaires à son utilisation (formation à la prise en main de l'outil, accompagnement, assistance, etc.) ;
- les activités de maintenance pour assurer le bon fonctionnement, la stabilité et la fiabilité des logiciels tout au long de leur utilisation.

Le titulaire livre, avec chaque matériel ou chaque logiciel, une documentation technique en langue française indiquant les modalités de leur utilisation (manuel de l'utilisateur, aide en ligne). Il en est de même à chaque mise à jour ou nouvelle version du logiciel. Le titulaire livre également de manière générale tout élément permettant au pouvoir adjudicateur d'utiliser le logiciel et de récolter, exploiter et maintenir les résultats des enquêtes et suivis digitaux en toute autonomie. Le prix de cette documentation technique est inclus dans le prix du marché. La documentation doit être transmise au plus tard à la livraison du matériel, du logiciel, de chaque mise à jour ou nouvelle version le cas échéant.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, ou dans le cas où le Titulaire recourt à des sous-traitants, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et de contrôle à l'égard des autres membres du groupement et/ou des sous-traitants.

Le Titulaire n'est pas fondé à réclamer un supplément de prix du fait d'une erreur d'évaluation de sa part sur la charge de travail ou les moyens nécessaires à l'exécution des prestations.

8. Révision des prix

8.1 Mois d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel est fixée la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé mois zéro.

8.2 Modalités de révision de prix

A l'issue de la première année d'exécution, les prix du marché peuvent être révisés annuellement sur demande justifiée du titulaire et moyennant un préavis de deux mois avant la date anniversaire du marché :

- La demande de révision des prix doit parvenir à la CCI Nouvelle au moins 2 (deux) mois avant la date anniversaire de la notification du marché par tout moyen permettant d'en garantir la bonne réception ainsi que la date de celle-ci. En cas de non-respect de ce délai et en cas de reconduction du marché, les prix de l'année N-1 sont reconduits d'office pendant un an.
- La demande de révision doit être accompagnée des nouveaux prix, des pièces justificatives ayant servi au calcul des prix révisés et d'une note expliquant l'évolution des prix. Dans le mois suivant la demande de révision, la CCI Nouvelle-Aquitaine transmet par tout moyen son accord ou son refus motivé. Dès la décision d'acceptation, les nouveaux prix sont applicables à compter du lendemain de la date anniversaire de la notification du marché.

La révision des prix se fait par application de la formule suivante, étant entendu qu'elle est plafonnée à 2,5% d'une année sur l'autre :

$$P(n) = P(0) \times [0,15 + (0,85 \times (Sy/Sy0))]$$

Dans laquelle :

$P(n)$ = Prix révisés

$P(0)$ = Prix initiaux fixés dans l'annexe financière et réputés établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel est fixée la date limite de remise des offres.

Syn = Valeur de l'indice Syntec du mois n-4 du mois de révision du marché, publié par la Fédération SYNTEC

Syn0 = Valeur de l'indice Syntec du mois n-4 du mois de notification du marché, publié par la Fédération SYNTEC

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Au cas où la parution de cet indice serait suspendue pour une durée supérieure à 6 (six) mois, les parties peuvent convenir de le remplacer par un indice équivalent, pour la durée de la suspension.

Même en l'absence de toute demande de la part du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut d'office procéder à l'application de la formule de révision. Cette décision est notifiée au titulaire du marché, au plus tard dans les 10 (dix) jours ouvrés suivant la date anniversaire de la notification du marché.

9. Obligations générales du Titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. Il s'engage, à cet égard, à conseiller et mettre en garde la CCI Nouvelle-Aquitaine sur l'exécution des prestations, ainsi que sur toute évolution nécessaire visant à se conformer à une nouvelle réglementation et/ou améliorer l'utilisation de l'outil digital. Il devra alerter la CCI Nouvelle-Aquitaine sur la faisabilité et les limites éventuelles de toutes ses demandes au cours du marché et proposer, le cas échéant, des solutions alternatives.

Le titulaire s'engage à apporter le soin et la diligence nécessaires à l'exécution des prestations confiées en vertu du présent marché le tout dans le respect des usages et des règles de l'art, et ce notamment au regard de son devoir de renseignement, de mise en garde et de conseil.

Les obligations techniques du titulaire sont rappelées dans le CCTP.

10. Avances, Acomptes, Délais et conditions de paiement

10.1 Avances

Sauf renonciation au bénéfice de l'avance, une avance est accordée au Titulaire dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-12 et R.2191-15 du code de la commande publique pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11.1 du CCAG TIC.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Les taux précités sont portés à 30 % lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise au sens de l'article R.2151-13 du code de la commande publique (entreprise qui occupe moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan n'excède pas 43 millions d'euros).

L'avance ne constitue pas un paiement définitif, ainsi l'avance versée s'impute sur les sommes dues au Titulaire par précompte sur les sommes dues ultérieurement à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint ou dépasse 65% du montant du bon de commande toutes taxes comprises. En tout état de cause, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le

titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au Titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

10.2 Acomptes

Conformément aux articles R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique, le Titulaire a droit au versement d'acomptes dans les conditions suivantes : si un bon de commande émis n'a fait l'objet d'aucun règlement pendant une période minimum de trois (3) mois et si les prestations commandées ont donné lieu à un commencement d'exécution.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans les conditions fixées par les articles R2191-21 et suivants du code de la commande publique. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait. Le versement d'un acompte implique la présentation de toute pièce demandée par le pouvoir adjudicateur justifiant de l'état d'avancement des prestations effectivement exécutées. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Il est calculé, pour chacune des prestations concernées par ledit acompte, sur la base des montants figurant à l'annexe financière.

Le montant de chaque acompte est déterminé par la CCI Nouvelle-Aquitaine, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant, produit par le titulaire.

La CCI Nouvelle-Aquitaine peut demander à tout moment au titulaire de lui fournir un décompte cumulé des acomptes versés. Le pouvoir adjudicateur contrôle l'exactitude des justificatifs fournis et les valide avant de procéder au règlement.

10.3 Délais et conditions de paiement

Les sommes dues en exécution des bons de commandes passés en application du présent marché sont payées conformément aux dispositions R.2192-23 à R.2192-34 du code de la commande publique après l'exécution des prestations et admissions de celles-ci par la CCI Nouvelle-Aquitaine.

Les demandes de paiement font l'objet de factures transmises obligatoirement sur le portail CHORUS et portant, outre les mentions légales et de façon claire et compréhensible, les indications suivantes :

- le numéro de la commande,
- les références du présent marché,
- le libellé de la prestation facturée,
- la raison sociale et l'adresse du Titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal,
- le détail des prestations,
- la date de facturation,
- les prix hors TVA,
- le montant et le taux de la TVA,
- les prix TTC exprimés en euros.

Le délai maximal de paiement des sommes dues au Titulaire est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire de 40 euros pour les frais de recouvrement, au bénéfice du Titulaire. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du Titulaire **suivant les informations communiquées au sein du RIB transmis par ce dernier.**

11. Garantie d'Eviction

Le Titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action en revendication qui serait intentée par des tiers au motif que tout ou partie des prestations exécutées au titre du marché constituent une contrefaçon de droits de propriété intellectuelle préexistant revendiqués par des tiers. À ce titre, le titulaire prendra à sa charge tous les dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur pourrait être condamné ou déclaré redevable aux termes d'une décision de justice ou d'autorité administrative ou d'une transaction conclue avec le tiers auteur de la revendication.

Dans cette hypothèse, le titulaire s'oblige à remplacer le produit objet du litige par une solution alternative conforme aux spécifications du marché.

12. Personnel du titulaire affecté à l'exécution des prestations

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution des prestations objet des présentes les personnels disposant des connaissances et compétences nécessaires pour mener à bien les prestations prévues par le marché.

Il confie l'exécution des tâches à du personnel possédant les qualifications professionnelles requises, et s'engage à mettre en place un ou des intervenants compétents dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché.

Le personnel du titulaire est placé en toute circonstance sous sa responsabilité hiérarchique et disciplinaire. Le personnel du titulaire assurant la réalisation des prestations ne recevra des directives que du ou des responsables faisant partie du personnel du titulaire. Le titulaire fait sien les problèmes d'horaires et d'effectifs pour l'observation de la législation du travail et des règles conventionnelles propres à sa branche d'activité ou de société, relatives notamment à la durée du travail, au repos hebdomadaires et éventuellement complémentaires et aux congés annuels ou autres.

Le titulaire atteste sur l'honneur que les prestations sont réalisées par des salariés employés régulièrement au regard de la réglementation en vigueur et notamment des articles L.3243-1 à 5, L.1221-10 à 13, et L.8251-1 du code du travail. Le titulaire reconnaît que le respect par lui et tout au long du marché, des obligations issues des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail constitue une obligation essentielle d'exécution du marché.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

13. Régime de propriété intellectuelle

13.1 Les résultats

La CCI Nouvelle-Aquitaine doit être en mesure d'utiliser le logiciel et d'exploiter ses résultats pour répondre aux besoins tels que décrits dans le CCTP. Conformément à l'article 43 du CCAG-TIC, les résultats désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont réalisés dans le cadre des prestations du marché, tels que, notamment, les bases de données, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire ou le secret des affaires.

Pour l'application de l'article 46 du CCAG-TIC, constituent des résultats les livrables définis ci-dessous :

- ✓ la codification des questions ;
- ✓ les données insérées dans les services ;
- ✓ la remise d'un schéma de communication ;
- ✓ le rapport détaillé (l'analyse, la synthèse, les tris informatiques, le plan d'actions) ;
- ✓ les présentations.

Par dérogation à l'article 46.2.1 CCAG-TIC, le titulaire cède à titre exclusif à l'acheteur l'intégralité des droits de propriété intellectuelle afférents aux Résultats au fur et à mesure de leur livraison pour toute la durée de protection des droits d'auteur et pour le monde entier. Le prix de cession des droits de propriété intellectuelle sont compris dans les prix du marché.

Le titulaire du contrat garantit à la CCI Nouvelle-Aquitaine la jouissance pleine, entière et libre de toute servitude, des droits concédés aux termes dudit contrat.

Par dérogation à l'article 46.2.3 du CCAG-TIC, le titulaire n'est pas autorisé à exploiter, à titre commercial, les résultats. Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement au pouvoir adjudicateur. Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le seul cadre de l'exécution du présent marché et aux seules fins de son exécution. Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché.

13.2 Les connaissances antérieures

En complément de l'article 44 du CCAG TIC, les connaissances antérieures désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui sont incorporés aux Résultats et/ou sont utilisés dans le cadre du présent marché et qui appartiennent à l'acheteur ou au titulaire du marché.

13.2.1 Connaissances antérieures de la CCI Nouvelle-Aquitaine

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute nature afférents aux connaissances antérieures de la CCI Nouvelle-Aquitaine vers le titulaire.

Celles-ci comprennent notamment l'ensemble des données transmises au titulaire pour l'exécution des prestations du présent marché.

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de la CCI Nouvelle-Aquitaine qu'aux fins de l'exécution du marché.

Si au cours de l'exécution du marché, la CCI Nouvelle-Aquitaine est amenée à communiquer des éléments au titre des connaissances antérieures, elle le précisera par écrit au titulaire.

13.2.2 Connaissances antérieures du titulaire

Les connaissances antérieures mises en œuvre par le titulaire sont clairement identifiées dans le mémoire technique selon qu'elles soient indissociables ou non des résultats. A défaut d'identification expresse en tant que connaissance antérieure (standard ou non) dans l'offre ou en cours d'exécution, tout élément livré en exécution du marché est réputé être un résultat. Le titulaire s'engage à communiquer au fur et à mesure de l'exécution des prestations les connaissances antérieures utilisées non listées dans le mémoire technique et si elles sont indissociables ou non de l'exploitation des résultats.

En cas de sous-traitance, le contrat liant le titulaire et son sous-traitant, reprendra à l'identique cette clause.

14. Constatation de l'exécution des prestations

14.1 Configuration et prise en main de l'outil

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-TIC, l'installation et/ou la configuration du matériel et/ou du logiciel sont réalisées par le titulaire. A cet effet, il dispose d'un délai de 30 (trente) jours maximum à compter de la notification du marché pour effectuer les configurations nécessaires à l'utilisation du logiciel et pour former la DRH à la prise en main de l'outil. A l'issue de cette période de mise en place, le titulaire remet un procès-verbal de mise en ordre de marche à la CCI Nouvelle-Aquitaine.

14.2 Opérations de vérification

Par dérogation à l'article 34 du CCAG-TIC, la CCI Nouvelle-Aquitaine dispose d'un délai de 2 (deux) mois maximum, à compter de la remise du procès-verbal de mise en ordre de marche (article 14.1 du présent CCAP) pour procéder à une phase « test » lui permettant de prononcer l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations, et ce nonobstant le droit pour la CCI d'appliquer les pénalités prévues à l'article 15 du présent CCAP.

14.2.1 Admission

Dans l'hypothèse où les modalités d'utilisation du logiciel sont conformes aux stipulations du marché et que le logiciel ne présente aucune défaillance technique, la CCI Nouvelle-Aquitaine prononce l'admission des prestations. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

14.2.2 Réfaction

Si la CCI Nouvelle-Aquitaine estime que l'utilisation du logiciel, sans être entièrement conforme aux stipulations du marché, peut néanmoins être admise en l'état, elle peut les admettre avec réfaction de prix

proportionnée à l'importance des imperfections constatées. La décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

14.2.3 Ajournement

Si la CCI Nouvelle-Aquitaine estime que l'utilisation de l'outil ne peut être admise que moyennant certaines mises au point, elle peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur, les prestations mises au point, dans un délai de 15 (quinze) jours. Si le titulaire ne présente pas les améliorations durant ce délai ou si les améliorations ne correspondent pas aux attentes techniques et opérationnelles de la CCI Nouvelle-Aquitaine, le pouvoir adjudicateur peut décider de rejeter les prestations et de mettre fin au marché pour défaillance du titulaire. La décision de rejet des prestations n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité de quelque nature que ce soit ni à aucun dédommagement.

14.2.4 Rejet – Mauvaise qualité ou défectuosité des outils digitaux

Si la CCI Nouvelle-Aquitaine estime que l'utilisation des outils / logiciels n'est pas conforme aux stipulations du marché, elle en prononce le rejet de façon motivée et résilie le marché pour défaillance du titulaire. La décision de rejet et de résiliation n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité de quelque nature que ce soit ni à aucun dédommagement.

15. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC, la CCI Nouvelle-Aquitaine pourra appliquer les pénalités dans les conditions définies ci-après.

Les pénalités s'appliqueront sans préjudice de tous dommages et intérêts auxquels la CCI Nouvelle-Aquitaine et les CCIT concernées pourraient prétendre.

La non-facturation des pénalités ne pourra être interprétée comme une renonciation au bénéfice de celle-ci.

L'application des pénalités prévues au présent article n'a pas d'effet libératoire. En conséquence, le titulaire restera tenu d'exécuter ses obligations contractuelles.

Le montant des pénalités notifié par la CCI Nouvelle-Aquitaine au titulaire sera déduit sur le montant de la ou des facture(s) suivante(s) émise(s) par le Titulaire. En l'absence de facturation, le titulaire émettra un avoir du montant de la pénalité au bénéfice de CCI Nouvelle-Aquitaine.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC, il n'est pas prévu d'exonération pour les pénalités dont le montant est inférieur à 1000 € pour l'ensemble du marché.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs donnant lieu à des pénalités, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative. Les pénalités s'appliquent nonobstant le droit pour la CCI Nouvelle-Aquitaine de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 27 du présent CCAP.

La mise en jeu des dispositions du présent article n’emporte en aucun cas renonciation à invoquer la clause « Résiliation » du présent CCAP et la CCI Nouvelle-Aquitaine se réserve le droit de faire valoir ladite clause, à tout moment, nonobstant le paiement des pénalités.

15.1 Pénalités pour retard

15.1.1 Retard dans l’exécution des prestations

Par dérogation à l’article 14.1.1 du CCAG TIC, lorsque le délai d’exécution des prestations est dépassé du fait du titulaire, au regard des délais d’exécution définis au CCTP ce dernier encourt une pénalité de cent euros par jour de retard.

15.1.2 Retard dans la gestion des anomalies

Anomalie constatée par la CCI Nouvelle-Aquitaine	Délai de résolution de l’anomalie	Pénalités
Anomalie bloquante (Indisponibilité / Impossibilité d’accès)	24 heures	100 € HT par jour de retard
Anomalie majeure (Accès dégradé ou ralenti)	72 heures	100 € HT par jour de retard
Anomalie mineure	8 jours calendaires	100 € HT par jour de retard

15.2 Pénalités pour violation de la confidentialité des informations ou des règles de protection des données à caractère personnel

Par dérogation à l’article 14.3 du CCAG-TIC, en cas de violation par le titulaire de la confidentialité des informations (cf. article 19 du présent CCAP) n’impliquant pas des données à caractère personnel, il sera fait application d’une pénalité égale à 5% du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;

Par dérogation à l’article 14.3 du CCAG-TIC, en cas de violation par le titulaire des règles de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel, il sera fait application d’une pénalité égale à 10% du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

15.3 Pénalité pour travail dissimulé

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d’une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation, et d’en apporter la preuve. Il informe l’instance de contrôle des résultats de cette démarche. En l’absence de régularisation dans les délais impartis, le pouvoir adjudicateur peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités à ce titre est de 500 euros et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

16. Suspension des prestations

En cas de suspension du marché dans les conditions prévues par l'article 26 du CCAG-TIC, la durée du marché, est prolongée d'une durée égale à la période de suspension. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur ne peut appliquer de pénalités de retard durant cette période.

17. Modification de la situation du titulaire

Tout transfert de tout ou partie du présent marché, à quelque titre que ce soit, même à titre de transfert universel de patrimoine, et sous quelque forme qu'il intervienne, notamment, sans que cette liste soit exhaustive, dans le cadre d'une cession d'éléments d'actifs, d'une cession du seul marché, d'un échange, d'un apport en propriété ou en jouissance, d'une fusion ou d'une scission ou d'une opération assimilée, d'une opération emportant transfert universel de patrimoine aboutissant à ce que le présent marché et en conséquence, les bons de commande soient exécutés par une société distincte du titulaire initial, doit être notifié par le titulaire à la CCI Nouvelle-Aquitaine dans un délai de cinq (5) jours à compter de l'opération entraînant la modification de la situation du titulaire et soumis à son autorisation préalable.

Le nouveau titulaire doit disposer des capacités techniques, professionnelles et financières équivalentes à celles du titulaire initial pour assurer la bonne exécution des prestations prévues au présent marché.

18. Sous-traitance

Le titulaire qui envisage de sous-traiter une partie des prestations demande au pouvoir adjudicateur d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement dans les conditions prévues par les articles L2193-5 et suivants du code de la commande publique.

La sous-traitance totale du marché est interdite.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 600 € HT, le sous-traitant direct du titulaire du marché qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement par cette dernière pour la part du marché dont il assure l'exécution.

Les demandes de paiement du sous-traitant sont adressées dans les conditions prévues par les articles R2193.11 et suivants du code de la commande publique.

Le titulaire demeure en toute hypothèse seul responsable de l'exécution des prestations sous-traitées à l'égard du pouvoir adjudicateur.

19. Confidentialité

Le titulaire s'engage à garder confidentielles et à ne pas utiliser, divulguer ou communiquer par quelque moyen que ce soit, toutes les informations écrites ou orales échangées entre les parties à l'occasion de l'exécution du présent marché et notamment tout ou partie du travail effectué dans le cadre des prestations, pendant une durée de deux ans à compter de la fin des présentes quelle qu'en soit la cause.

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver la confidentialité des informations dont il aura connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché et à ne divulguer les

informations confidentielles qu'aux seuls membres de son personnel impliqués dans la réalisation des prestations prévues au présent marché.

Le titulaire se porte fort du respect par ses préposés, mandataires ou sous-traitants dûment autorisés, de l'obligation de confidentialité visée ci-dessus.

L'obligation de confidentialité ne s'applique pas aux informations qui :

- seraient dans le domaine public ou qui viendraient à y tomber sans que cela résulte de son fait;
- étaient connues de la partie réceptrice avant sa divulgation;
- ont été portées légalement à la connaissance de la partie réceptrice par un tiers non lié par un engagement de confidentialité à l'égard de l'autre partie.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts de la CCI Nouvelle-Aquitaine et engagerait sa responsabilité. Ainsi, le titulaire prend toute mesure et met en place toute procédure de nature à préserver la confidentialité des informations communiquées par la CCI Nouvelle-Aquitaine au cours de l'exécution du marché et des bons de commande pris sur son fondement.

20. Responsabilité

Le titulaire est responsable de la bonne exécution de l'ensemble des prestations qui lui sont confiées sur le fondement du présent marché, ainsi que des préjudices consécutifs aux fautes, négligences, erreurs ou omissions qui lui sont imputables dans l'exécution des prestations.

Le titulaire est responsable de tous dommages matériels et immatériels consécutifs, ou non, à un dommage matériel direct résultant de l'exécution et/ou de l'inexécution des obligations lui incombant au titre du marché qu'elles soient accomplies par lui-même, ou par toute personne physique ou morale agissant pour son compte.

21. Remise des attestations

Le titulaire remet à la CCI Nouvelle-Aquitaine préalablement à la signature du marché les pièces suivantes :

- a) Une attestation de régularité fiscale attestant de la souscription des déclarations et des paiements correspondants aux impôts délivré par l'administration fiscale dont relève le titulaire ;
- b) L'attestation de vigilance, datant de moins de six mois, délivrée par l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions attestant qu'il s'est acquitté de ses obligations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, comprenant l'attestation de la régularité du titulaire au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés ;

L'attestation de vigilance mentionne dans tous les cas :

- l'identification de l'entreprise (dénomination sociale et adresse du siège social, ainsi que la liste des établissements concernés avec leur numéro siret),
- que l'employeur est à jour de ses obligations sociales à la date d'exigibilité de la dernière période traitée (les 6 derniers mois échus).

Lorsque le cocontractant emploie des salariés, l'attestation indique :

- le nombre de salariés,
 - le montant total des rémunérations déclarées sur le dernier bordereau récapitulatif des cotisations Urssaf.
- c) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;
- d) Le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail, établie à partir du registre unique du personnel et précisant pour chaque salarié :
- Sa date d'embauche,
 - Sa nationalité,
 - Le type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes énumérées à l'article D.8222-7 du code du travail.

Le titulaire s'engage à remettre les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, à jour, à compter de la notification du marché, puis tous les six mois jusqu'à son terme pour quelque cause que ce soit.

A défaut de transmission de ces documents tous les six mois après la notification du marché, ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements transmis, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

22. Assurance

Le Titulaire est assuré en responsabilité civile exploitation et professionnelle pour tous les dommages matériels et immatériels qui pourraient être causés au pouvoir adjudicateur, à ses biens, son personnel ou à des tiers, lors de l'exécution des prestations prévues au présent marché. Le Titulaire doit justifier, pour lui-même et ses sous-traitants éventuels, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il dispose des contrats d'assurances appropriés, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie ainsi que les franchises. À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la CCI Nouvelle-Aquitaine et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

23. Lutte contre la corruption

La CCI Nouvelle-Aquitaine est engagée dans la lutte contre toute forme d'atteinte à la probité. A ce titre, la CCI Nouvelle-Aquitaine porte une attention particulière à ce que toute personne ou société en relation avec la CCI Nouvelle-Aquitaine adhère aux mêmes principes et valeurs d'intégrité et respecte scrupuleusement la réglementation en vigueur.

En conséquence, les Parties s'engagent à respecter les dispositions de la loi n°2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite loi Sapin II),

et d'une manière générale, tous principes généraux du droit international et toutes dispositions réglementaires et législatives équivalentes.

Plus particulièrement, le titulaire s'engage fermement à lutter contre toute forme d'atteinte à la probité caractérisée par tout comportement susceptible d'être qualifié de corruption, fraude, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt, concussion, favoritisme, détournement de fonds publics. En qualité de candidat au cours de la consultation, comme au cours de l'exécution du marché en qualité de titulaire, les agissements de l'opérateur économique ne doivent pas donner lieu à des comportements ou faits contraires à la réglementation en vigueur. Le titulaire, ses filiales, et, ses représentants, mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs déclarent ne pas être visés dans toute procédure pour des faits précités. Le titulaire garantit que ses sous-traitants éventuels, intervenant pour le compte du titulaire dans le cadre du présent contrat, respectent les dispositions du présent article.

Le titulaire déclare qu'il a pris toutes les mesures nécessaires et adaptées au regard de la taille et de la structure de son entreprise et s'engage à mettre en œuvre les mesures, procédures et codes de conduite destinés à prévenir et à détecter les risques d'atteinte à la probité, tant au sein de son organisation qu'à l'égard de ses sous-traitants éventuels.

En outre, le titulaire prend également toute mesure nécessaire pour prévenir et détecter toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du présent marché.

Le titulaire prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels toute mesure utile pour éviter que des situations de conflit entre les missions confiées au titre du marché et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions, ou ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer immédiatement la CCI Nouvelle-Aquitaine de toute mise en examen ou mesure équivalente, ainsi que de toute condamnation - en première et, le cas échéant, dernière instance - prononcée à son encontre ou à l'encontre d'une personne agissant pour leur compte sur la base d'un délit constituant une atteinte à la probité.

Tout manquement de la part du Titulaire aux stipulations du présent article devra être considéré comme un manquement grave autorisant la CCI Nouvelle-Aquitaine, si bon lui semble, à résilier le présent contrat sans préavis ni indemnité, mais sous réserve de tous les dommages et intérêts auxquels la CCI Nouvelle-Aquitaine pourrait prétendre du fait d'un tel manquement.

24. Demandes indemnitaires

Conformément à l'article 55 du CCAG-TIC, les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par l'article 55 du CCAG TIC, expose précisément les motifs du différend et indique, le cas échéant, pour chaque chef de constatation, le montant des sommes réclamées et leur justification. Le mémoire justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure. Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

25. Prolongation des délais d'exécution des prestations

Le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative du pouvoir adjudicateur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

26. Protection des données à caractère personnel

Les Parties s'engagent à respecter les dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée et du Règlement Européen n° 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel ainsi que toute évolution ultérieure de la réglementation qui pourrait survenir au cours de l'exécution du présent marché.

Le Titulaire s'engage à assurer la protection et la sécurité des données personnelles recueillies dans le cadre du marché dans le respect des obligations posées par le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) 2016/679 du 27/04/2016 et loi n° 78-17 « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée.

Il est rappelé qu'en cas d'atteinte à la confidentialité et à la sécurité des données à caractère personnel, la responsabilité du Titulaire peut être engagée notamment sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Titulaire devra se conformer à toute évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel qui pourrait survenir en cours d'exécution du présent marché.

Le Titulaire en sa qualité de **Sous-traitant** (au sens du RGPD) est autorisé à traiter pour le compte du pouvoir adjudicateur - **Responsable de traitement** les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du présent marché qui constituent aussi la ou les finalité(s) du traitement au sens du RGPD :

Ce traitement a pour finalité la certification des comptes sociaux et des comptes combinés de la CCI Nouvelle-Aquitaine, ainsi que les missions complémentaires et connexes confiées au Titulaire.

Les Données communiquées par la CCI Nouvelle-Aquitaine au Titulaire sont les suivantes :

- Finalité du traitement confié :
 - Réalisation d'enquêtes « baromètre social » auprès des personnels de la CCI Nouvelle-Aquitaine (anonyme) : lot 1
 - Questionnement par enquêtes « flash » permettant de consulter les personnels de la CCI Nouvelle-Aquitaine sur une thématique d'actualité (anonyme) : lot 2

- Suivi individuel des collaborateurs préalablement identifiés par la DRH, sur la base de leur volontariat, pour accompagnement des fragilités (nominatif) : lot 3
- Base légale du traitement : Le contrat – Marché 2024-0906
- Catégories de personnes concernées :
 - Personnel de la CCI Nouvelle-Aquitaine,
- Catégories de données personnelles concernées :
 - Civilité
 - Nom
 - Prénom
 - CCI d'appartenance
 - Données de connexion (adresse IP, logs, etc.)
 - Adresse mail professionnelle nominative

Obligations relatives aux réponses aux enquêtes/questionnaires des lots 1 et 2

Le Titulaire garantit l'anonymat des répondants à l'occasion de la saisie par ces derniers des réponses dans les questionnaires d'enquêtes. Cela inclut des mesures strictes pour la collecte, le stockage, le traitement et la sécurité des données personnelles des participants. L'anonymisation doit rendre impossible l'identification d'une personne à partir d'un jeu de données ainsi que toute tentative de réidentification ultérieure.

En aucun cas, le titulaire ou le pouvoir adjudicateur ne doivent pouvoir accéder à l'identification du répondant. Ceci constitue une clause essentielle et déterminante.

Obligations relatives aux Données collectées aux fins d'exécution du marché :

1- Obligations du Titulaire vis-à-vis du pouvoir adjudicateur Responsable de traitement

Le Titulaire s'engage à :

- Traiter les Données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** décrites au sein du présent marché
- Ne communiquer les Données à aucun tiers (personne physique ou morale),
- Traiter les Données **conformément aux instructions** du Responsable de traitement,
- **Garantir la confidentialité** des Données traitées dans le cadre du présent marché,
- Veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les Données** en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
 - le Titulaire devra informer préalablement ses collaborateurs directs ou indirects (consultants, sous-traitants...) du caractère confidentiel des Données personnelles communiquées traitées et devra prendre toute mesure qu'il jugera nécessaire, comme notamment leur dispenser la formation nécessaire en matière de protection des données,
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

Le Titulaire a la responsabilité d'assurer et de garantir la disponibilité, la sécurité, l'intégrité et la confidentialité de ses installations tant physiques que logiques ainsi que des Données pour ses installations pendant la durée des prestations qu'il fournit et doit, à cet effet, mettre en œuvre toutes mesures de sécurité logiques et physiques applicables à ses installations ainsi que toutes mesures de traçabilité nécessaires au respect de cet engagement.

Le Titulaire garantit avoir mis en place pour ses installations et maintenir pendant toute la durée du marché :

- des contrôles d'accès à ses locaux hébergeant ses installations et les Données de façon à n'en autoriser l'accès qu'aux seules personnes autorisées ou accompagnées par du personnel autorisé,
- une gestion des mots de passe et une gestion de la confidentialité,
- et une protection antivirale.

Le Titulaire garantit que les Données qui pourraient être présentes sur ses installations ou auxquelles il pourrait accéder à partir de ses installations ou de celles de tiers qu'il utilise, seront localisées en France ou dans un pays membre de l'Union Européenne. Par ailleurs, le Titulaire s'interdit de procéder à tout acte pouvant être interprété comme un transfert de données à caractère personnel en dehors de l'Union Européenne selon la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

2- Recours à un Sous-traitant ultérieur

Le Titulaire peut faire appel à un autre Sous-traitant (ci-après, « le Sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le pouvoir adjudicateur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres Sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du Sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance doit également être déclarée au pouvoir adjudicateur conformément aux articles L2193-5 et suivants du code de la commande publique. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le pouvoir adjudicateur n'a pas émis d'objection.

Le Sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du Responsable de traitement. Il appartient au Titulaire initial de s'assurer que le Sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le Sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant le Responsable de traitement de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

3- Aide du Titulaire dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le Titulaire assiste le pouvoir adjudicateur dans la réalisation de l'analyse d'impact nécessaire à la mise en place du service, le cas échéant.

4- Exercice des droits des personnes concernées

Le Titulaire s'engage à aider le pouvoir adjudicateur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées sur leurs Données : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception, par courrier électronique, à dpo@nouvelle-aquitaine.cci.fr

5- Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie à la CCI-Nouvelle-Aquitaine, toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance en adressant un mail au DPO de la CCI-Nouvelle-Aquitaine dpo@nouvelle-aquitaine.cci.fr

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le pouvoir adjudicateur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du pouvoir adjudicateur, le Sous-traitant communique, au nom et pour le compte du Responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le pouvoir adjudicateur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

6- Mesures de sécurité

Le Titulaire met en œuvre l'ensemble des garanties et des moyens suffisants au respect de ses obligations en tant que sous-traitant, dans les conditions déterminées ci-après, au regard de la typologie des Données collectées.

A cet égard, le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble des obligations qui lui incombent au titre des relations contractuelles entre les Parties, conformément au meilleur état de l'art et aux dispositions légales et réglementaires s'appliquant notamment aux Sous-traitants en matière de données personnelles.

Il s'engage à ne traiter les Données que dans le cadre strict de l'exécution du présent marché, et pour les finalités déterminées aux présentes, en dehors de toute autre utilisation.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre toutes les mesures de sécurité, de sauvegarde et de contrôle requis afin de protéger l'accès aux Données et de mettre en œuvre les contrôles nécessaires au maintien des niveaux de sécurités attendus, dans les conditions définies ci-après.

Le Titulaire a la responsabilité d'assurer et de garantir la disponibilité, la sécurité, l'intégrité et la confidentialité de ses installations tant physiques que logiques ainsi que des Données et doit, à cet effet, mettre en œuvre toutes mesures de sécurité logiques et physiques applicables à ses installations ainsi que toutes mesures de traçabilité nécessaires au respect de cet engagement.

D'une manière générale, le Titulaire maintiendra et respectera les mesures de sécurité adéquates pour protéger les Données qu'il sera amené à traiter, contre toute destruction accidentelle ou illicite, ou perte

accidentelle, dommages, altérations, divulgation ou accès non autorisé en particulier lorsque le traitement implique la transmission des données ou bases de données à travers un réseau, et contre toute autre forme de traitements illicites.

Le Titulaire déclare avoir pris toutes les mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité des Données, disposer d'un plan d'assurance sécurité et d'un plan d'assurance continuité.

7- Responsabilité

Le Titulaire sera tenu responsable des dommages survenus dans le cadre des traitements décrits au présent marché, dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté les obligations qui lui incombent au titre de la législation en vigueur et/ou en cas d'agissements en dehors des instructions licites du pouvoir adjudicateur.

Si le pouvoir adjudicateur et le Titulaire sont reconnus responsables in solidum du dommage occasionné par le traitement, celui qui aurait indemnisé en totalité la ou les personnes concernées pourra réclamer auprès des autres responsables la part de la réparation correspondant à leur part de responsabilité dans le dommage.

Chaque Partie responsable s'engage à indemniser l'autre de toute plainte, procès ou action qui pourrait être intenté contre cette dernière pour inexécution de ses obligations au titre du présent article.

Les Parties demeureront tenues du paiement et de l'exécution des sanctions ou amendes prononcées à leur égard par une autorité de contrôle.

8- Sort des Données

Au plus tard dans les trente (30) jours à l'issue de la phase de réversibilité du marché, quelle qu'en soit la cause le Titulaire s'engage à restituer au responsable de traitement la totalité des Données qui sont traitées au titre du présent marché et à ne pas exercer de droit de rétention sur ces Données, pour quelque motif que ce soit. Les Données sont librement exportables par le pouvoir adjudicateur dans un format standard du marché (.xls, .csv, pdf, etc.) qui ne nécessite pas l'usage du Logiciel restreint pour pouvoir être réutilisées.

Cette restitution fait l'objet d'un procès-verbal de restitution signé entre les Parties.

9- Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un, conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données

10- Registre des catégories d'activités de traitement

Le Titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur comprenant :

- le nom et les coordonnées du Responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels Sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du Responsable de traitement;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées;
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;

- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

11- Assistance et conseil

Le Titulaire s'engage à assister et conseiller le pouvoir adjudicateur (à l'exception de toute assistance juridique) pour répondre à toute demande d'information des autorités de contrôles de protection des données à caractère personnel portant sur les Données pour lesquelles il assure des traitements et en particulier :

- si le pouvoir adjudicateur en fait la demande, durant le , à modifier ou supprimer, conformément aux instructions du pouvoir adjudicateur, les Données à caractère personnel qui auraient pu lui être confiées à la suite, notamment, de l'exercice par une personne physique, de son droit d'accès, de suppression et de rectification, de sorte que les Données contenues dans les systèmes soient exactes et licites.
- assister le pouvoir adjudicateur pour fournir tout ce qui concerne l'identification, la localisation, la lisibilité et la disponibilité des Données et plus globalement les traitements réalisés y afférant sous la responsabilité du Titulaire, telles que demandées par l'autorité de contrôle,
- coopérer pleinement pour faciliter l'accès au pouvoir adjudicateur et à l'autorité de contrôle aux Données et autres données détenues par le Titulaire,
- assister le pouvoir adjudicateur dans la réalisation des études d'impact.

Le Titulaire avertira immédiatement et par tous moyens le pouvoir adjudicateur en cas de réception d'instructions qu'il estimerait contraires au RGPD ou à toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données.

12- Audit

Le pouvoir adjudicateur pourra réaliser des audits, directement ou par l'intermédiaire de tout prestataire externe indépendant, non concurrent direct du Titulaire, afin de s'assurer du respect des obligations du Titulaire.

Le pouvoir adjudicateur communiquera au Titulaire préalablement, et au moins dans les dix (15) jours ouvrés précédents, toute demande d'opération d'audit, les Données et ou traitements faisant l'objet de l'audit, la date de l'audit, la période au cours de laquelle l'audit interviendra, ainsi que le nom et les références des personnes en charge de l'audit. Le Titulaire ne pourra refuser sans les personnes désignées pour réaliser l'audit.

Le Titulaire collaborera de bonne foi avec l'auditeur et lui communiquera toutes informations ou documents ou explications nécessaires à la réalisation de l'audit et lui permettra d'accéder aux parties appropriées de tous sites, installations informatiques, outils, Données et moyens du Titulaire utilisés pour l'exécution du marché, y compris dans le cas où cet audit devrait s'exercer auprès de sous-traitant du Titulaire. Les procédures d'accès seront communiquées par le Titulaire au pouvoir adjudicateur qui devra les respecter. Les connexions logiques pour accéder aux Données seront réalisées par le Titulaire à la demande de l'auditeur.

Le rapport d'audit sera adressé gratuitement au Titulaire par les auditeurs, de telle sorte que celui-ci puisse formuler, dans un délai de vingt (20) jours ouvrés suivant la date de sa communication, toutes observations ou objections par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'auditeur et au pouvoir adjudicateur. Ce rapport d'audit est confidentiel selon les conditions de l'article "Confidentialité".

Au cas où le rapport d'audit ferait apparaître une contravention significative aux obligations du Titulaire visées par les présentes, ce dernier s'engage expressément à mettre en œuvre à ses frais toutes les mesures

correctives nécessaires dans un délai de trente (30) jours ouvrés à compter de la notification par le pouvoir adjudicateur.

En cas de contestations justifiées et motivées du rapport d'audit par le Titulaire, les Parties se rencontreront au cours d'un comité de suivi exceptionnel afin de constater les points demeurant en désaccord et s'efforceront d'y remédier. En cas de désaccord persistant ou de non-corrrection par le Titulaire, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché de plein droit.

L'audit est effectué sans aucun coût supplémentaire pour le pouvoir adjudicateur.

27. Réversibilité sortante

La réversibilité sortante désigne les opérations par lesquelles le pouvoir adjudicateur ou un tiers désigné reprend les prestations qui avaient été confiées au titulaire et qui arrivent à leur terme.

Au plus tard dans les quinze (15) jours à l'issue du marché, quelle qu'en soit la cause, le titulaire s'engage à restituer les données existantes au pouvoir adjudicateur. Le Titulaire s'engage à restituer au responsable de traitement la totalité des données qui sont traitées au titre du présent marché et à ne pas exercer de droit de rétention sur ces données, pour quelque motif que ce soit. Les données sont librement exportables par le pouvoir adjudicateur dans un format standard du marché (.xls, .csv, pdf, etc.) qui ne nécessite pas l'usage du Logiciel restreint pour pouvoir être réutilisées.

De manière non limitative, la réversibilité comprendra, le cas échéant :

- La mise à disposition de fichiers suivant un ou plusieurs formats documentés et exploitables en dehors du service fourni par le titulaire ;
- La mise en place d'interfaces techniques permettant l'accès aux données suivant un schéma documenté et exploitable (API, format pivot, etc.).

28. Résiliation

La CCI Nouvelle-Aquitaine peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L2195-1 à L2195-6 du code de la commande publique et au chapitre 8 du CCAG TIC (article 47 à 54).

Par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, aucune indemnité ne sera accordée au titulaire.

La décision de rejet et de résiliation n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité de quelque nature que ce soit ni à aucun dédommagement.

En complément des cas de résiliation susvisés, le marché sera résilié en cas d'atteinte du montant maximum du marché, sans que cela n'ouvre aucun droit à indemnité au bénéfice du Titulaire et ce quand bien même, la durée initiale ou la période de reconduction ne serait arrivée à son terme. Dans cette hypothèse, les bons de commande en cours d'exécution pourront continuer à être exécutés jusqu'à leur terme.

29. Juridiction compétente

Tout litige portant sur la conclusion, l'entrée en vigueur, l'interprétation, l'application, la résiliation ou les suites du marché est porté devant le tribunal administratif de Bordeaux par la Partie la plus diligente.

30. Dérogations au CCAG TIC

L'article 4.1 déroge à l'article 5 du CCAG-TIC.

L'article 13.1 déroge à l'article 46.2.1 et 46.2.3 du CCAG-TIC.

L'article 14.1 déroge à l'article 29 du CCAG-TIC.

L'article 14.2 déroge à l'article 34 du CCAG-TIC.

L'article 15 déroge à l'article 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-TIC.

L'article 15.1.1 déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-TIC.

L'article 15.2 déroge à l'article 14.3 du CCAG-TIC.

L'article 27 déroge à l'article 51 du CCAF-TIC.